

**Loi sur la gestion financière et statistique des Premières nations**  
**HISTORIQUE DU PROJET DE LOI**

Date	Événements
29 avril et 16 juin 1999	Les pouvoirs fiscaux des premières nations examinent les défis auxquels font face les Premières nations et approuvent la création de la Commission de la fiscalité des Premières nations en adoptant une résolution. L'élaboration d'une loi a aussi été appuyée par l'Assemblée des Premières Nations par le biais de la Table nationale sur les relations financières.
15 août 2002	Avis (Ébauche consultative de la <i>Loi</i> lancée conjointement par les leaders des Premières nations de la LGFS et le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.)
2 décembre 2002	Dépôt et première lecture à la Chambre des communes (Projet de loi C-19)
25 février 2002	Deuxième lecture et envoi à un Comité
9-12 juin 2003 et 16-22 septembre 2003	Étude par le Comité permanent des Affaires autochtones, du développement du Grand Nord et des ressources naturelles
24 septembre 2003	Rapport du Comité (Déposé avec des amendements)
<p>Au moment de la prorogation de la 2<sup>e</sup> session de la 37<sup>e</sup> Législature, les débats sur le <b>projet de loi C-19</b> en étaient à l'étape du rapport. Au début de la prochaine session parlementaire, le projet de loi a été rétabli à la même étape sous le nom de « Projet de loi C-23 ». Le <b>projet de loi C-23</b> comprenait une révision que le ministre des Affaires indiennes d'alors, l'honorable Andy Mitchell, avait demandée d'apporter afin de clarifier le caractère facultatif de la loi. Les débats ont officiellement pris fin par le déclenchement d'élections le 23 mai 2004.</p>	
2 novembre 2004	Dépôt et première lecture à la Chambre des communes (Le <b>projet de loi C-20</b> a été déposé avec des amendements, dont l'un était l'inclusion d'une clause de non-dérogation proposée par le Comité de la Chambre des communes lors de son étude du projet de loi C-19)
19 novembre 2004	Deuxième lecture et envoi au Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord
7-9 décembre 2004	Étude par le Comité
10 décembre 2004	Rapport (Déposé avec des amendements)
10 décembre 2004	Troisième lecture et envoi au Sénat (Adopté avec l'aval de tous les partis)
14 décembre 2004	Première lecture au Sénat
16 mars 2005	Deuxième lecture
21 mars 2005	Troisième lecture (Adopté avec l'aval de tous les partis)
23 mars 2005	<b>SANCTION ROYALE</b>